

la lettre

d'information de l'Association pour des Etudes sur la Résistance Intérieure

Journée d'étude 16 janvier 2010

<i>Bilan de la campagne de cédéroms</i>	2
<i>L'utilisation des archives pour le cédérom de l'Yonne</i>	3
<i>L'apport de la recherche locale au niveau national</i>	4
<i>L'apport scientifique des cédéroms</i>	4
<i>Un savoir faire et un réseau à la disposition de la mémoire et de l'histoire</i>	5
<i>Appel au réseau AERI pour la numérisation de la presse clandestine</i>	6
<i>« Valeurs de la Résistance, valeurs des jeunes aujourd'hui »</i>	6
<i>Musée de la Résistance en ligne</i>	7
<i>L'équipe Drôme se lance dans le Musée virtuel</i>	8
<i>Informations diverses</i>	8
<i>Remerciements</i>	9
<i>Monique Montès</i>	9
<i>Zoom sur...</i>	10

La Lettre 5
Février 2010

Le mot du secrétaire général

Chers amis,

Nous remercions M. Antoine Prost, professeur émérite des universités, d'avoir bien voulu, avec Mme Paule René-Bazin, vice-présidente de l'AERI, présider à nos échanges, qui furent nombreux et fructueux, tout au long de la journée d'étude du 16 janvier.

Les pages qui suivent sont le reflet de la richesse des interventions, sources d'enseignements.

Citons, parmi les thèmes évoqués :

- Un point de situation des cédéroms et dévédéroms, suivi de suggestions pour améliorer la communication au sein des équipes et entre les équipes et pour rendre plus performante l'exploitation des archives. La mutualisation des informations recueillies à tous les niveaux devrait aider à restituer l'histoire de la Résistance, plus complètement et dans toute sa complexité, en prenant notamment en compte les contextes national et international ;
- La création prochaine d'un dévédérom qui mettra en lien les engagements des résistants et ceux librement choisis par les jeunes dans le cadre de l'opération « valeurs » ;
- La présentation d'un bilan d'étape de la réalisation du musée virtuel de la Résistance, suivi d'un exposé par l'équipe de la Drôme sur sa volonté de participer à cette aventure et à parfaire ainsi son dévédérom.

L'ensemble des participants a bien conscience que l'avancement des projets en cours dépendra essentiellement du financement qui pourra lui être consacré. Sur ce point l'avenir est incertain, même si l'optimisme cher à notre président d'honneur, Raymond Aubrac, n'est pas un vain mot.

Bien amicalement,

Michel Barbaux



AERI

Association pour des Études
sur la Résistance Intérieure

Bilan de la campagne nationale de réalisation de cédéroms et dévédéroms sur la Résistance dans les départements qui a débuté en 1997

Paule René-Bazin, vice-présidente de l'AERI, a présidé cette matinée d'échanges concernant le réseau AERI, considéré comme porteur pour l'histoire de la Résistance.

Parvenir à réaliser une collection nationale est un défi que s'est lancé l'AERI. Seulement ¼ de la collection est aujourd'hui éditée et nous comprenons qu'il sera difficile de réaliser tous les cédéroms, compte tenu des disparités au sein des départements et des équipes. Les membres de ces dernières sont tous bénévoles (sauf cas particuliers en Champagne-Ardenne, Loire, Savoie et Haute-Savoie) et chacun a d'autres projets en cours. C'est pourquoi nous souhaitons remercier et féliciter toutes les équipes qui ont tenu bon, ont apporté une pierre supplémentaire à l'édifice et ont permis, ainsi, d'enrichir les connaissances sur la Résistance locale.

L'aventure est longue et parfois semée d'embûches. Il est donc nécessaire de se rapprocher de « spécialistes » de l'histoire de la Résistance dans le département et de les inviter à rejoindre le comité de rédaction et, surtout, d'avoir un chef de projet capable de répartir le travail, de tenir les objectifs fixés par les autres membres et d'organiser de réelles réunions éditoriales. Une aide logistique est fort appréciable.

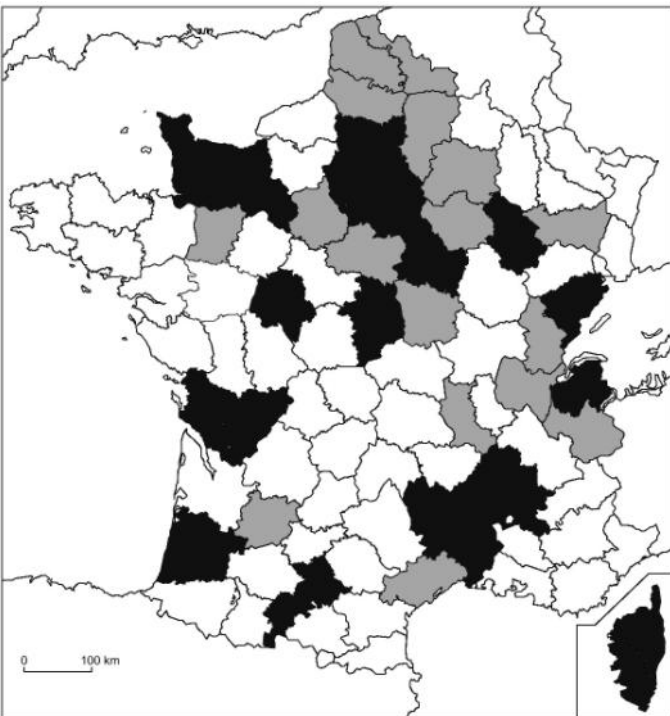
La recherche de financements est un travail considérable qui demande énergie et aptitudes particulières.

La plupart du temps, conseil général, conseil régional, mairies subventionnent. Dans certains cas, les organismes ou collectivités territoriales ne donnent pas d'argent mais s'engagent à acheter X exemplaires du cédérom pour diffusion (auprès des lycées, collèges, pour la remise des prix du CNRD, etc.)

En moyenne, un cédérom fabriqué à 2 500 exemplaires coûte 13 000 euros. Mais ce montant varie en fonction du nombre de cartes réalisées.

L'AERI avance les frais de fabrication pour chaque cédérom. Certaines équipes ont remboursé en totalité les frais de fabrication à l'AERI à très court terme : soit parce qu'elles avaient l'argent par le biais de subventions et fonds propres, soit parce qu'une institution portait le projet.

La plupart des équipes ont peu d'argent au moment de la fabrication mais le remboursement a lieu, même si c'est à long terme, parce qu'elles reversent la moitié de



Campagne de réalisation de cédéroms sur la Résistance dans les départements / régions. Collection « Histoire en Mémoire 1939-1945 ». DR AERI janvier 2010

En noir : Les départements ou régions ayant édité un cédérom (20 départements ou régions couverts en janvier 2010) :

Manche, Orne, Calvados, région Ile-de-France, Oise, Yonne, Haute-Marne, Doubs, Haute-Savoie, Drôme, Ardèche, Gard, Lozère, Corse, Haute-Garonne, Landes, Indre-et-Loire, Cher, Charente, Charente-Maritime.

En gris : Les cédéroms en cours de réalisation :

Nord, Pas-de-Calais, Aube, Aisne, Marne, Loire, Mayenne, Somme, Loiret, Nièvre, Ain, Jura, Vosges, Lot-et-Garonne, Eure-et-Loir, Savoie, Hérault.

Propositions pour améliorer la communication au sein du réseau AERI

Les échanges entre équipes sont nécessaires pour un travail efficace car les recherches concernant la Résistance locale ne s'arrêtent pas aux frontières du département ou de la région. Si la messagerie internet permet des échanges efficaces au sein d'une équipe avec l'AERI, ils manquent de visibilité. A l'heure actuelle, l'utilisation du forum de l'AERI ne fait pas partie des habitudes de chacun, peut-être faute d'un manque d'animation ou encore est-ce une question de génération ? L'ARORY (association pour la recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne) a choisi de créer son propre site internet ce qui lui a permis de nouveaux contacts et la vente de ses publications : www.arory.com. Mais si chaque équipe fait ce choix, la question d'un site fédérateur se pose alors.

leurs ventes à l'AERI.

Peu d'équipes ont lancé une souscription mais celles qui l'ont fait ont remboursé rapidement l'AERI.

La diffusion ne semble pas poser trop de problèmes et les répercussions à la suite de la parution d'un cédérom sont très positives et mobilisent encore les équipes pendant plusieurs mois.

Le travail effectué et le support multimédia deviennent parfois une référence dans le département et les associations porteuses du projet, tout autant que l'AERI, renforcent ainsi leur autorité historique.

Les fonds d'archives s'enrichissent grâce aux apports des familles et acteurs de la Résistance.

Les activités locales découlant directement de la sortie du cédérom se multiplient et les travaux des associations continuent.

La campagne de cédéroms permettra peut-être un jour la mutualisation nationale des recherches départementales aboutissant à une base de données commune. Nous l'espérons vivement grâce au Musée de la Résistance en ligne (1940-1945).

L'utilisation des archives pour le cédérom de l'Yonne (1999-2004) - Joël Drogland

Quels fonds d'archives ont été mis en évidence ?

- **Aux ADY (archives départementales de l'Yonne) :**

• La *série 33 J* conserve les archives des correspondants de la CHOLF puis du CH2GM. La chronologie de la Résistance a été l'une de nos premières bases de travail.

• La *série 1W* rassemble les archives publiques versées par le cabinet du préfet et concerne exclusivement des documents relatifs à la Seconde Guerre mondiale.

• *Les archives judiciaires de la série 6 W.*

- **Aux ADCO (archives départementales de Côte-d'Or)**

• La *sous-série 40 M* rassemble des dossiers provenant de l'intendance régionale de police (préfecture régionale) puis du secrétariat général pour la police (Commissariat de la République).

- **Aux archives nationales :**

• La *série 72 AJ* : archives du CH2GM et dossiers des missions SAS et Jedburghs.

• La *série AJ 38* rassemble les archives du CGQJ.

• La *série 3 AG 2* rassemble les archives du BCRA.

• Quelques *dossiers judiciaires*.

- **Aux archives centrales de la Justice militaire du Blanc**, nous avons obtenu l'autorisation de consulter le dossier d'un résistant du BOA passé au service de la *Gestapo* après son arrestation, arrêté et exécuté par la Résistance dans le Jura et jugé par contumace en 1955 par le Tribunal permanent des forces armées de Lyon.

- **Les archives privées** : Il s'agit là d'une émergence de documents d'archives car c'est la recherche et la médiatisation locale de l'avancement du cédérom qui décide une personne privée à confier ses archives.

Ce sont des documents très modestes, partiels, ponctuels mais ayant un intérêt : photographies, correspondances, états de service réalisés à des fins d'homologation, tracts et journaux, notes, témoignages ... Pour la période d'après Libération, **la presse locale** est une source d'information essentielle et notamment pour travailler sur l'épuration sauvage.

La recherche dans les archives nous apparaît d'une nécessité absolue.

La mutualisation des informations recueillies, les échanges entre chercheurs et entre équipes sont du plus grand intérêt. Il est indispensable de suivre le travail historique qui se fait sur cette période.

Suggestion d'autres fonds d'archives à exploiter

L'équipe des Landes recommande de consulter les fonds anglais, notamment concernant les parachutages. L'AERI se tient à la disposition des équipes pour la consultation des archives conservées en région parisienne et Corinna Von List, historienne membre de l'AERI, peut également, sur demande, consulter certaines archives allemandes. Croiser les sources reste impératif.

L'apport de la recherche locale au niveau national - Hélène Chaubin

Leur complémentarité est maintenant admise : depuis quelques décennies, les travaux sur la deuxième guerre, et plus particulièrement sur la Résistance en France, prennent en compte la diversité des situations historiques. Nous n'avons donc plus à plaider pour faire admettre l'intérêt de l'histoire locale.

Il est clair qu'aucun chercheur ne peut exploiter tous les fonds régionaux. Chacun doit se contenter d'échantillons. Il faut donc des entreprises collectives. C'est tout l'intérêt des réseaux comme celui de l'AERI. Bien avant, le Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale relevait de préoccupations comparables, mais les progrès de l'historiographie veulent que soient plus intégrés aujourd'hui d'autres phénomènes que le militaire, le politique, l'événementiel.

Le projet de l'AERI a le mérite de chercher à couvrir la plus grande partie du territoire mais aussi d'étudier le social, le culturel, de restituer dans son intégralité la Résistance à partir des recherches régionales. Plus la connaissance du local avance, plus l'articulation entre le régional, le national et l'international devient compréhensible.

Ceci dit, il y a des écueils à éviter : la recherche locale est efficace si elle n'est pas faite dans une optique étroite, qui n'impliquerait ni le contexte national, ni l'international. Il est souhaitable que les chercheurs régionaux ne soient pas exclusivement intéressés par leur propre territoire. Mais il faut aussi que les historiens nationaux considèrent sans condescendance les études régionales qui peuvent tant leur apporter : il est bon de resserrer l'examen à plusieurs échelles pour bien voir ce que fut dans toute sa complexité cette société française en guerre.



Hélène Chaubin, équipes Corse et Hérault, et Jean-Pierre Besse, équipe Oise, lors de la journée d'étude du 16 janvier 2010. DR AERI

En conclusion, permettez-moi une suggestion : pourquoi ne pas envisager à terme, quand la collection sera complétée, la réalisation d'une ou de plusieurs synthèses sur des sujets choisis à partir des multiples entrées des cédéroms, dans la riche thématique qui leur est commune ?

En conclusion, permettez-moi une suggestion : pourquoi ne pas envisager à terme, quand la collection sera complétée, la réalisation d'une ou de plusieurs synthèses sur des sujets choisis à partir des multiples entrées des cédéroms, dans la riche thématique qui leur est commune ?

L'apport scientifique des cédéroms et dévédéroms - Jean-Pierre Besse

Les publications de l'AERI ont marqué une étape importante pour l'histoire de la Résistance dans chacun des départements concernés et donc obligatoirement dans la connaissance de la Résistance au niveau national.

Il s'agit aujourd'hui d'en mesurer l'apport pour la réalisation de deux autres grandes entreprises : le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social*, le *Maitron* et le *Dictionnaire des fusillés, exécutés en France pendant l'Occupation*.

Le Maitron

Nous sommes à la période 1940-1968, donc une époque charnière (la génération de la Résistance), c'est dire combien les fiches des cédéroms ou dévédéroms sont essentielles.

Elles nous permettent de bien faire la liaison pour les militants d'avant guerre avec la période d'après guerre grâce à des sources nouvelles ; de bien connaître les circonstances de l'entrée dans le militantisme pour ceux qui le font durant l'Occupation.

Les cédéroms ou dévédéroms nous fournissent des noms que nous pouvons, dès lors, rattacher à des militants qui apparaissent après 1945.

Travailler avec les universités

Une rencontre nationale des équipes avec des universitaires historiens de la Résistance pourrait être intéressante à l'avenir, afin notamment de connaître l'utilisation faite des cédéroms au sein des universités. La mise à contribution d'étudiants, quant à leurs sujets de mémoire de maîtrise par exemple, a parfois été suggérée dans le cadre de partenariats entre les équipes et les universités, avec plus ou moins de succès.

Le Dictionnaire des fusillés exécutés en France pendant l'Occupation

C'est là où l'apport est le plus important.

Les fiches nous fournissent des données biographiques sur des personnes dont l'investissement a été de courte durée et laisse donc peu de traces dans les archives.

Elles élargissent le champ habituel du Maitron puisqu'elles nous permettent de connaître l'histoire de la résistance gaulliste, des réseaux, des mouvements qui n'ont pas d'attaches avec le mouvement ouvrier que couvre le Maitron.

Enfin les fiches mémoires, commémorations, stèles, monuments et lieux d'exécution nous sont essentielles.

Ce qui manque

Ceci doit être pris comme une critique positive et en aucun cas comme une critique négative. Il manque des fiches sur la période d'après la Libération : les CDL, les CLL, les élections de 1945-1946. Quelle est la place qui est réservée aux résistants ? Comment « reviennent » les notables d'avant 1940 ?

Il manque aussi une meilleure présentation et connaissance des interrégionaux et régionaux de la Résistance communiste et pourtant les cadres sont essentiels.

Je crois que la collaboration entre les différents départements pourrait déboucher sur des découvertes importantes.

Résistance juive

Max Weinstein souligne la particularité des résistants juifs. La plupart d'entre eux se sont déplacés ; ils ont souvent quitté le lieu où ils ont agi pour partir à la recherche de leurs familles à la Libération. Ainsi, ils ne sont pas forcément visibles dans les cédéroms. Un travail est en cours pour répertorier les résistants juifs tombés en Résistance. Il est à noter également qu'une exposition sur la Résistance juive est prévue dans le cadre du projet de Musée virtuel. L'ouvrage *Organisation Juive de Combat* a également toute son utilité pour ce type de recherches. Georges Loinger, délégué du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) pour la Résistance, propose son aide aux équipes pour contacter les communautés juives locales : *M. Georges Loinger, 16, rue du Ranelagh Paris 16^e.*

Un savoir-faire et un réseau à la disposition de la mémoire et de l'histoire

Antoine Prost, historien, professeur des universités, a présidé l'après-midi. Le réseau AERI est sollicité pour d'autres travaux, signe de son dynamisme.



Bruno Leroux, Laurence Thibault et Antoine Prost, à la tribune lors de l'après-midi du 16 janvier 2010. DR AERI

Outre ses activités essentielles, l'AERI est régulièrement associée à d'autres projets et réalisations.

Preuve de son dynamisme, le réseau AERI est très souvent sollicité, notamment pour la rédaction d'ouvrages : dernièrement *Paroles de l'ombre – Lettres et carnets de Français sous l'Occupation (1939-1945)* de Jean-Pierre Guéno et Jérôme Pecnard, livre-objet édité par les Arènes en 2009, et *Résistance : histoires de familles 1940-1945* de Dominique Missika et Dominique Veillon chez Armand Colin en 2009 également.

L'AERI a été contactée par Jean Médrala, en lien avec la Société historique littéraire polonaise (SHLP), pour la réalisation d'un cédérom sur la Résistance polonaise en France.

Actuellement, les équipes apportent leur aide au *Dictionnaire de la France libre* et au *Dictionnaire des fusillés, exécutés en France, sous l'Occupation* piloté par le Maitron (parution prévue en 2012). Une convention a été signée dans ce cadre afin de mettre à disposition de l'équipe l'applicatif de l'AERI. L'AERI s'occupe également de travaux de recherche ponctuels à destination de particuliers et d'institutions. Dans le cadre du projet muséographique du Mont-Valérien, des échanges d'information et d'archives ont lieu avec la DMPA.

Appel au réseau AERI pour la numérisation de la presse clandestine

La Fondation de la Résistance a signé une convention de partenariat avec la Bibliothèque nationale de France (BNF), en juin 2009, pour la numérisation et la mise en ligne de la presse clandestine. Il s'agira de la collection de la BNF – numérisée en interne – mais aussi d'autres collections en France pouvant la compléter : musées, centres d'archives ou archives privées. Le but étant de proposer sur internet une collection la plus complète possible. Les équipes seront amenées à participer à ce projet, une fois les principaux centres d'archives consultés. Afin de dépasser l'intérêt d'une simple base de données, l'idée est soumise à la Fondation de la Résistance de mettre en valeur l'histoire de chacun des documents d'archives qui sera numérisé : qui l'a transmis, à qui, quand, comment, pourquoi (...) ? Cela pourrait être fait grâce à une fiche d'accompagnement à remplir lors de la récupération de ces archives.

La Commission archives

Elle comprend quatre organismes : la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, la Direction des Archives de France du ministère de la Culture, la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives du ministère de la Défense. Elle a édité le guide du détenteur d'archives de la Résistance et de la Déportation, toujours disponible sur demande auprès de la Fondation de la Résistance. Une soixantaine de départements ont reçu des membres de la Commission archives depuis 2002. L'objectif est la sauvegarde de ces archives et l'information sur les modalités de transmission pour les particuliers.

*« Valeurs de la Résistance, valeurs des jeunes aujourd'hui »
transmettre le goût de l'engagement*

L'opération pédagogique créée en 2001 par Serge Ravel se positionne dans le champ de l'éducation à la citoyenneté, avec pour objectif, grâce au témoignage d'un résistant, de motiver les jeunes à s'engager dans une action citoyenne **librement choisie**. Ont été menées par les jeunes diverses actions souvent ambitieuses. Pour préparer l'avenir, l'AERI réalise un dévédérom mettant en lien des engagements de résistants et de jeunes, grâce aux outils de l'AERI (intranet).

La campagne a démarré grâce au bouche-à-oreilles essentiellement, via des professeurs engagés et parfois des équipes cédéroms. Ces dernières nous aident pour contacter des résistants locaux. L'AERI forme des relais, dans les ONAC, des fédérations d'Education populaire et auprès de professeurs de l'Education nationale. La réalisation d'un dévédérom permet de rencontrer de nouveaux partenaires, comme la fédération Léo Lagrange et le Haut commissariat à la Jeunesse. Le réseau AERI a été pris en compte pour l'obtention de l'agrément Jeunesse et éducation populaire.

L'utilisation pédagogique des cédéroms : l'exemple du Doubs

Suite à la présentation officielle du cédérom, une formation des maîtres a réuni 35 professeurs à la rentrée 2008. Une séquence pédagogique, c'est-à-dire une application concrète pour un cours, à partir des documents du cédérom, ainsi qu'une proposition d'étude de documents (niveau lycée), ont été présentées. Le cédérom a également été utile pour l'organisation d'un parcours civique, ou randonnée de la mémoire, en mai 2009 dans Besançon. Y ont participé environ 250 élèves des écoles et collèges.



Françoise Le Boul, équipe du Doubs, au micro lors de l'après-midi du 16 janvier 2010. DR AERI

Musée de la Résistance en ligne (1940-1945)

Depuis quelques mois, l'AERI s'est lancée un nouveau défi : la réalisation d'un **Musée de la Résistance en ligne (1940-1945)**, en lien avec la Fondation de la Résistance et de nombreux autres partenaires (fondations, ministères, collectivités locales, musées, centres d'archives, associations, centres de recherche...).

Ce nouveau chantier s'inscrit dans la continuité de l'opération *cédéroms* sur la Résistance locale. En effet, depuis plus de dix ans, l'AERI s'est constitué :

- une **base de données** de plus de 30 000 médias (affiches, tracts, lettres, journaux, photos, documents sonores ou archives filmées...), alimentée en permanence par les équipes qui travaillent.
- un **réseau actif**, présent sur tout le territoire, composé d'enseignants (du primaire au secondaire), d'historiens locaux, d'universitaires, de résistants, d'institutions locales (musées, centres d'archives, ONAC, réseau Scéren, associations...), etc.
- un **savoir faire** en matière d'édition multimédia en partenariat avec des spécialistes en la matière (éditeur multimédia, juriste, cartographe, graphiste...).

D'où l'idée de créer ce site internet fédérateur sur la Résistance, au service de ceux qui s'intéressent à cette période ;

Objectifs :

- **Rendre accessible immédiatement et en permanence une « collection virtuelle » vaste et cohérente sur l'histoire de la Résistance**, provenant d'une multitude de fonds d'archives en France et à l'étranger, publics et privés.
- **Faire de ce musée, le site portail de référence sur la Résistance**, en mutualisant des ressources (documents sur la Résistance accessibles via les expositions ou la médiathèque...), des outils (espaces d'expositions, bases de données, outils contextuels, modules pédagogiques...), des informations sur les institutions partenaires (musées, centres d'archives, associations...).
- **Transmettre cette histoire à de nouveaux publics** à l'échelle internationale.
- **Apporter un nouveau regard sur le traitement et l'exploitation des documents d'archives** grâce à l'interactivité, aux bases de données, aux visites virtuelles de sites historiques difficiles à situer aujourd'hui dans notre environnement (ex : lieu d'un parachutage) ou peu accessibles, voire voués à disparaître (ex : prisons où ont été incarcérés des résistants comme la centrale d'Eysses), au traitement en 3D d'objets (ex : arme *Sten*, matériel d'impression...),
- **Informier et échanger avec le grand-public et les professionnels** (musées, fondations, associations, centres d'archives, monde de l'éducation...) en jouant le rôle de site fédérateur.

Calendrier opérationnel :

Compte tenu de l'ambition de l'ensemble du projet, il a été décidé, en lien avec les partenaires, de procéder par étapes. L'idée est de mettre en ligne un premier site, présentant un éventail de possibilités, en matière :

- **d'expositions** : les projets en cours sont la Drôme et le Vercors, la Provence-Alpes-Côte-d'Azur, l'Ile-de-France, la centrale d'Eysses et la Résistance juive,
- **de traitement de documents** : objets en 3D, cartes interactives, visites virtuelles, analyses de documents, médiathèque...,
- **de mutualisations** : chaque partenaire pourra seul, ou avec d'autres, créer une exposition en lien avec ses propres activités (prolongement d'une exposition physique dans son traitement, sa durée de présentation...). Cet espace d'exposition virtuel sera exploitable par le musée physique lui-même via le musée virtuel ou de façon autonome (module exportable) sur son propre site Internet, sous forme de bornes interactives dans ses salles d'exposition et/ou dans son centre de documentation, etc.
- **d'outils** : outils contextuels (chronologie nationale et internationale, atlas, glossaire...), outils pédagogiques en lien avec les expositions en cours (scénarii, modules d'analyse d'image...), bloc-notes (outil permettant de créer en ligne des dossiers en sélectionnant des contenus vus sur le site, en les organisant en sous-dossier, en les annotant, de les sauvegarder et de les imprimer).
- **d'information** avec une base de données « annuaire » où seront recensées toutes les ressources méthodologiques disponibles sur la Résistance en France et à l'étranger (état des fonds d'archives, bibliogra-

(Suite page 8)

phies, brochures, témoignages, articles, outils pédagogiques, plaquettes, sites internet, colloques, séminaires, ressources juridiques...); l'idée étant de mettre sur un même portail les informations utiles pour tous ceux qui travaillent ou s'intéressent au sujet en renvoyant systématiquement aux organismes concernés :

- faciliter la recherche en centralisant un 1^{er} niveau d'information sur une même base,
- rendre plus lisible et plus accessible les ressources de chaque partenaire,
- renvoyer systématiquement aux centres concernés (coordonnées, liens Internet, inventaires détaillés s'ils sont accessibles en ligne...),
- donner la possibilité de télécharger certains contenus, après accord du ou des auteurs et éditeurs (articles, brochures...).

Tout ce travail, en cours de réalisation, devrait aboutir d'ici 2011. Mais à ce stade, sans réelle volonté politique et donc sans budget suffisant au niveau national, et cela malgré les premiers soutiens financiers, le Musée de la Résistance en ligne ne pourra pas continuer à se développer efficacement.

L'équipe Drôme se lance dans le Musée virtuel

Réalisation du dévédérom

Nous avons rappelé les difficultés de la réalisation du dévédérom. L'équipe drômoise est consciente qu'elle a commis des erreurs et des oublis, qu'avec plus de temps, elle aurait pu approfondir des thèmes. C'est, en partie, pour ces raisons qu'elle s'est engagée dans l'autre aventure qui est celle du musée virtuel.

Le Musée virtuel

Le groupe engagé dans la réalisation du musée virtuel est plus réduit et constitué par six personnes. Toutefois, la découverte de nouveaux documents, la possibilité de corriger certaines imperfections du dévédérom et surtout une autre approche du sujet entretiennent l'intérêt du travail.

Avec le musée virtuel, on aborde différemment la Résistance. Pour le dévédérom, on traite un sujet qu'on illustre. Dans le musée, on part du document. On l'analyse, on en fait la critique, on le replace dans son contexte.

Pour certains aspects de la Résistance, les combats par exemple, on ne dispose que de peu, voire pas de documents. Il faut se rabattre, notamment, sur les lieux de mémoire pour aboutir à la description des combats.

Les possibilités techniques de l'informatique permettent de réaliser des séquences en 3 D. La Résistance se prête bien à ce type de création, par exemple, le traitement de ce que l'on dénomme « la bataille de Montélimar ». Dans l'histoire du Vercors, l'épisode de l'opération aéroportée du 21 juillet 1944 à Vassieux-en-Vercors, notamment, peut aussi donner lieu à une réalisation en 3 D, comme cela a été fait pour la centrale d'Eysses.

La question du financement est, pour le moment, le frein essentiel à la réalisation du Musée virtuel si l'on veut utiliser toutes les possibilités techniques de l'informatique.



Pierre Baillot, Jean Coustaury, Jean Sauvageon, de l'AERD (association pour l'élaboration d'un dévédérom sur Résistance dans la Drôme) lors de la journée d'étude du 16 janvier 2010. DR AERI

Informations diverses

- Des dossiers complets distribués lors de la journée d'étude sont disponibles sur demande auprès de l'AERI.
- Un troisième ouvrage de la collection « Cahiers de la Résistance », en coédition avec la Documentation Française paraîtra au mois de mars prochain. Il s'agit des *Editeurs et imprimeurs et la Résistance*.

Remerciements

Laurence Thibault, directrice de l'AERI, a tenu à remercier le capitaine Vivianne Prévost de la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA), grâce à qui l'AERI a été accueillie à l'Ecole militaire pour cette journée, ainsi que toutes les personnes présentes, notamment les équipes qui viennent parfois de loin... Sans oublier la Fondation de la Résistance, représentée par le préfet Victor Convert et François Archambault, également Président de Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER) ; le docteur Pierre Morel, président du Comité d'Action de la Résistance (CAR), ainsi que tous les résistants présents : Mme Rossi, M. Weinstein, M. Bouchet, M. Loinger, M. Bloch. Laurence Thibault a tenu à remercier particulièrement Mme Thorez, représentant M. Lucas de la DMPA et les partenaires de l'AERI dont notamment Christophe Clavel, cartographe, et François Pignet, directeur associé de Carré multimédia. Enfin, Michèle Badaire, présidente de l'AERI, a été excusée : sa santé l'empêchant d'assister à cette journée.



L'amphithéâtre Louis de l'Ecole militaire, lors de la journée d'étude du 16 janvier 2010. DR AERI.

Présents :

François Archambault, MER ; Michel Barbaux, AERI ; Marie-Jo Bonnet, Historienne ; François Bouchet, Conservatoire de la Résistance et de la Déportation de Thouars ; Christophe Clavel, cartographe ; Victor Convert, Fondation de la Résistance ; Danièle Dimanche, AERI ; Rémi Fourche, musée départemental de la Résistance Henri Queuille de Neuvic ; Paule René-Bazin, AERI ; Hervé Guillemet, Fondation de la Résistance ; Michel Lemoine, invité ; Bruno Leroux, Fondation de la Résistance ; Pierre Morel, CAR ; François Pignet, Carré multimédia ; Antoine Prost, universitaire ; Sylviane Torrès, DMPA.

Adhérents : Jacques Bloch ; Philibert De Loisy ; Jean-Paul Doussin ; Monique Kermel ; Pierrette Rossi ; Max Weinstein

Equipes AERI : Pierre Baillot, Drôme ; Jean-Pierre Besse, Oise ; Pierre Bonnaud, Ardèche ; Hélène Chaubin, Corse et Hérault ; Martine Chevillard, Doubs ; Alain Coustaury, Drôme ; M. Delpon, Hérault ; Catherine Digard, Aisne ; Joël Drogland, Yonne ; Serge Guillet, Maine-et-Loire ; Jean-Pierre Harbulot, Meuse ; Danièle et Serge Laurent, Landes ; Jean-Pierre Koscielniak, Lot-et-Garonne ; Marie-Ange Layer, Aisne ; Françoise Le Boul, Doubs ; Eric Lenormand, Savoie ; Maryse Marchand, Doubs ; Gérard Métais, Indre-et-Loire ; Serge Pieuchot, Nièvre ; Yannick Purgues, Landes ; Pierre Robin, Lot-et-Garonne ; Thierry Roblin, Yonne ; Jean Rolley, Yonne ; Jean-Luc Stiver, Indre ; Jean Sauvageon, Drôme ; Fabrice Sugier, Gard ; Yves Tricaud, Charente-Maritime ; Monique Vézilier, Gard ; Laure Bougon, Fabrice Bourrée, Clémence Piet, Aurélie Pol et Laurence Thibault, AERI Paris.

Monique Montès



Monique Montès, à son domicile, 2009. DR AERI.

Toute l'équipe de l'AERI a la tristesse de vous faire part du décès de Monique Montès, le jeudi 11 février 2010 dans sa 82^e année.

Lycéenne à Toulouse pendant la guerre, elle participe aux actions menées par ses deux sœurs au sein du mouvement Combat, comme agent de liaison à partir de 1941.

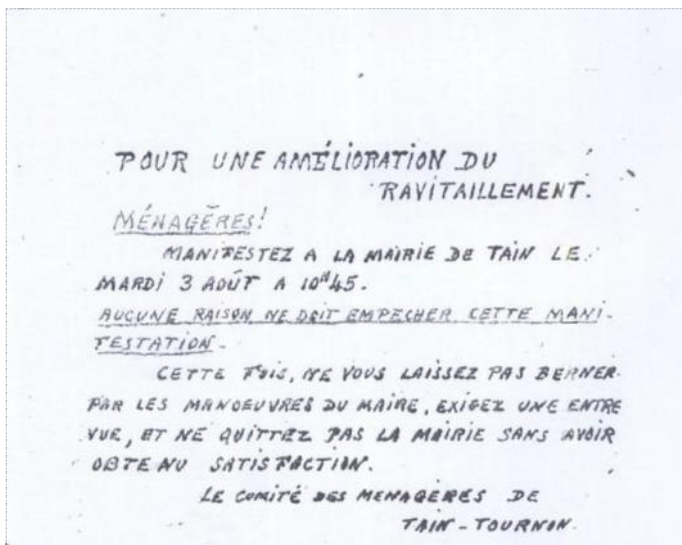
C'est à Toulouse qu'elle rencontre Serge Ravanel avec lequel elle participe activement à la création et au développement de l'AERI.

DOCUMENT

Genre : Image

Type : Tract

Titre : Tract des ménagères de Tain



Description technique : Tract de petite taille, écrit à la main, en lettres majuscules, dupliqué sur papier

Sources : © ADD, 4W15, procès-verbal de gendarmerie, droits réservés

Date du document : Sans date (jours précédant le 3 août 1943).

Date de l'événement : 03/08/1943

ANALYSE

Description analyse : Appel à manifester pour le ravitaillement adressé aux ménagères de Tain-l'Hermitage et de Tournon, dans l'Ardèche, sur la rive droite du Rhône.

Le document est signé du Comité des ménagères de Tain-Tournon. Retranscription :

« POUR UNE AMÉLIORATION DU RAVITAILLEMENT
MÉNAGÈRES!
 MANIFESTEZ À LA MAIRIE DE TAIN LE MARDI 3 AOÛT À 10H45
 AUCUNE RAISON NE DOIT EMPÊCHER CETTE MANIFESTATION
 CETTE FOIS, NE VOUS LAISSEZ PAS BERNER PAR LES MANŒUVRES DU MAIRE, EXIGEZ UNE ENTREVUE, ET NE QUITTEZ PAS LA MAIRIE SANS AVOIR OBTENU SATISFACTION.
 LE COMITÉ DES MÉNAGÈRES DE TAIN-TOURNON. »

CONTEXTE

Contexte : Dès l'Armistice, les Allemands ponctionnent les pays occupés dont la France. Les productions agricoles, végétales et animales, sont réquisitionnées et exportées en Allemagne. La pénurie de denrées alimentaires est de plus en plus grande et pèse sur la majorité des habitants. Seuls ceux qui disposent de moyens financiers peuvent se ravitailler au « marché noir ».

Fin 1940 et en 1941, les habitants abasourdis par la situation politique nouvelle, ne réagissent pas collectivement. Mais, dès 1942, sous l'impulsion de structures clandestines qui se créent, souvent animées par des militants communistes, les protestations auprès des pouvoirs publics prennent des formes plus organisées.

Les 5 et 9 juin 1942, à Romans, les ménagères, au nombre de 2 500 à 3 000 selon un rapport du préfet, protestent notamment contre l'insuffisance de la ration de matières grasses réduite à 100 g.

Les 21 et 22 juillet 1942, à Valence, plusieurs centaines de femmes manifestent contre le manque d'aliments, notamment l'instauration de la carte de légumes limitant la consommation à 150 g pour 3 personnes.

Le 1^{er} août 1942, à Saint-Paul-Trois-Châteaux, quelques ménagères se réunissent pour protester contre l'insuffisance du ravitaillement en pommes de terre.

Le 30 mars 1943, une Tainoise envoie au préfet une pétition pour attirer son attention « sur la situation critique au point de vue ravitaillement ».

Au cours du mois d'avril, un tract dénonçant la situation du ravitaillement, s'attaquant aux responsables est distribué dans Saint-Vallier-sur-Rhône, dont la conclusion est un appel à manifester : « Pour l'obtention de 100 grammes de pain par jour, un litre de vin quotidien, pour plus de viande, fromage et matières grasses, manifestez le vendredi 24 avril, à 18 heures, place de la mairie ».

Au printemps 1943, c'est surtout dans le sud de la Drôme que se déroulent plusieurs manifestations pour réclamer de la farine pour le pain : à Nyons, Buis-les-Baronnies, La Bégude-de-Mazenc, Portes-lès-Valence, Le Poët-Laval, Donzère, Grignan, Taulignan. Le 26 juin, à Montélimar, a lieu une manifestation pour l'amélioration du ravitaillement ; on y réclame en particulier du pain. La concomitance de ces formes de lutte et leur localisation laissent à penser qu'une protestation a pu s'organiser dans cette partie du département.

C'est également l'appel aux ménagères à la manifestation de Tain-l'Hermitage pour le 3 août 1943.

Tain et la région de Saint-Vallier sont aussi une zone où les protestations sont organisées assez régulièrement.

Ainsi, on voit que le mécontentement s'exprime dans les villes les plus importantes, mais aussi dans des bourgs et des villages ruraux.

Cette pénurie de denrées alimentaires ne cessera pas avec la Libération. Les cartes d'alimentation subsisteront après, notamment pour le pain, jusqu'en 1950. D'ailleurs, la première grande manifestation d'après guerre, rassemblant des centaines d'ouvriers notamment, le 8 novembre 1947, à Romans, protestera contre le rationnement du pain en particulier.

Auteurs : Jean Sauvageon et Alain Coustaury.

Sources : Dvd-rom *La Résistance dans la Drôme-Vercors*, éditions AERI-AERD, février 2007.